



Le CAP 2015 en meeting ce samedi 27 Mai à Lomé

Les quatre partis politiques regroupés au sein du Combat pour l'Alternance Politique (CAP 2015), vont encore se faire entendre ce samedi. Ces partis politiques de l'opposition togolaise organisent ce 27 Mai à Lomé, un meeting d'information sur des sujets liés à l'actualité sociopolitique du Togo.

Le CAP 2015 entend en effet encore une fois remobiliser ses militants et sympathisants autour de ce qui a toujours le plus divisé la classe politique togolaise à savoir la question des réformes politiques, institutionnelles, constitutionnelles et électorales préconisées par l'APG (Accord Politique Global). Le CAP 2015 estime que le statu quo actuel est le résultat du « refus » du Chef de l'Etat de faire ces réformes « faisant ainsi du Togo, le seul pays de l'Afrique de l'Ouest qui n'a pas connu d'alternance politique depuis cinquante années ».

Le dernier « blocage » des travaux de l'examen de la proposition de loi introduite par les partis ANC et ADDI à l'Assemblée nationale, sera naturellement au centre des discussions au cours de ce meeting. Cette proposition de loi porte sur la modification de certains articles de la Constitution. Le CAP 2015 pointe d'un doigt accusateur, les députés du parti Union pour la République (UNIR) du pouvoir, de vouloir empêcher l'aboutissement de ce projet de loi.

Pour le CAP 2015, ce nouveau « *blocage* » est « *une violation de la décision de la Cour constitutionnelle* » qui entre temps, avait rendu une décision demandant à la Commission des lois de l'Assemblée nationale de reprendre l'examen de cette proposition de loi introduite au Parlement depuis juin 2016.

La problématique de la limitation du mandat présidentiel (un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois) et l'instauration des élections à deux tours sont entre autres sujets qui préoccupent le CAP 2015.

Au sujet de ces réformes, il faut rappeler qu'il a été mis en place par le gouvernement, une commission de réflexion qui devra proposer un texte de réformes politique, institutionnelle et constitutionnelle qui tiendra compte des réalités togolaises.

Cependant, les membres de cette structure née de l'atelier du Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) tenu en juillet 2016, sont boudés par une partie de l'opposition dont le CAP 2015 composé de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), du Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR) et de l'Union des Démocrates Socialistes du Togo (UDS-Togo).

Cris DADA